

Séoul : « Le peuple d'abord ! »

Partage international n° 268 - Décembre 2010

A Séoul, syndicalistes et autres groupes défendant les droits civiques ont investi les rues pour une marche sous le mot d'ordre de « *Le peuple d'abord, c'est la réponse du peuple coréen au G20* ». Cette coalition de 83 groupes civiques avait le soutien d'autres groupements politiques, lycéens, militants des droits de l'homme et mouvements thématiques divers. Les manifestants demandaient que les pays non représentés au G20 disposent de plus d'une voix. Les revendications étaient les suivantes : stabilité de l'emploi, juste distribution des richesses, abandon des accords de libre échange (FTA), retrait des troupes sud-coréennes d'Afghanistan...

« *L'erreur de Sarkozy* », tel était le titre d'un article d'Ignacio Ramonet, directeur de l'édition espagnole de *Monde diplomatique*, pour l'agence Inter Press Service. Dans cet article, I. Ramonet mettait en garde contre l'énorme frustration engendrée chez les Français par les récentes décisions du gouvernement Sarkozy.

« *Les manifestations sont la cristallisation d'un profond malaise social et découlent d'une accumulation de problèmes : chômage, précarité, pauvreté (huit millions de pauvres en France), difficultés de la vie quotidienne. Ce n'est pas seulement l'affaire des retraites, mais la recherche d'un autre modèle social.*

Le plus important, c'est qu'une assez forte majorité des Français (60 à 70 %) soutient les revendications. Comment est-il possible que la France de 1945, ravagée par la Seconde Guerre mondiale, ait pu s'engager dans une politique de bien-être social, et que la France d'aujourd'hui, cinquième puissance

économique du monde, ne le puisse plus ? Jamais avant on n'avait vu une telle richesse !

En 2009, les cinq plus grosses banques françaises enregistraient des profits de 11 milliards d'euros, tandis que les 40 plus grosses sociétés dégageaient 47 milliards d'euros ! Pourquoi ne pas taxer ces sommes colossales au bénéfice des retraités ? La Commission européenne estime qu'une petite taxe sur les transactions financières rapporterait aux gouvernements de l'Union européenne entre 145 et 372 milliards d'euros par an, certainement assez pour remettre à flot le système des retraites. Mais le dogme néo-libéral exige que le capital ne doive pas être taxé, et que les impôts retombent au contraire sur le revenu individuel.

D'où l'atmosphère actuelle en France. Le sentiment général est qu'aucune des forces de l'opposition ne peut aboutir. Les unions, animées par une vague de fond de radicalisation, ne restent unies que quelques mois après leur formation.

N. Sarkozy a le soutien de l'Union européenne, du FMI et des secteurs bancaires et financiers européens qui craignent que « l'étincelle française » ne mette le feu au continent entier. L'échec de ses réformes aboutirait à sa défaite aux urnes en 2012. L'histoire sociale de la France enseigne que quand le mécontentement atteint le niveau actuel, il ne reculera pas, il gagnera ! »

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)